

Solidaires et internationalistes

Depuis le 1er mai 1886, 130 ans d'attaques capitalistes, 130 ans de luttes sociales, la solidarité internationale est toujours plus nécessaire ! Aujourd'hui de nombreux-euses syndicalistes regardent vers la France notre lutte, nos manifestations, nos grèves et nos Nuit debout... Ce 1er mai sera une nouvelle échéance dans la bataille pour le retrait du projet de loi travail... et la solidarité internationale.

130 ans de droits acquis par la lutte

Le 1er mai 1886, les travailleuses et travailleurs de Chicago et de tous les Etats-Unis se levaient pour réclamer plus de justice sociale, un temps de travail réduit, des conditions de travail décentes, bref une vie digne d'être vécue. La police leur répondait par les armes, tuant plusieurs dizaines de manifestant-es. Le 1er mai 2016, partout dans le monde, les travailleuses et travailleurs seront dans la rue pour exiger la justice sociale dans un monde

globalisé où les intérêts capitalistes s'affirment avec toujours plus d'agressivité contre les revendications. Depuis le 19ème siècle, l'histoire n'a pas fait que bégayer, la lutte a été constante et continue : pour l'interdiction du travail des enfants partout dans le monde, pour les droits du travail, pour la réduction du temps de travail et un salaire décent, pour l'emploi de toutes et tous, pour, enfin, ne plus perdre sa vie à la gagner.

Pour la paix et la libre circulation

Les gouvernants européens « gèrent » l'afflux des migrant-es et réfugié-es aux frontières de l'Union européenne. Cela témoigne de la violence de ceux qui nous dirigent : érection de murailles, violences policières aux frontières, des dizaines de milliers de personnes parquées dans des bidonvilles, zones de non-droit... Tout cela alors que ces personnes (des travailleuses et des travailleurs aussi !) fuient

la violence des guerres, la misère, l'incertitude du lendemain et l'absence de démocratie. Dans le même temps, la bienveillance politique, financière de l'Union européenne à l'égard de dictateurs, les ventes d'armes, en Syrie, en Egypte, en Arabie Saoudite, en Turquie... sont l'autre face du traitement des migrant-es.

Solidaires partout dans le monde

Aujourd'hui, ce sont des syndicalistes tués en Colombie, des étudiant-es disparu-es au Mexique pour avoir osé contester le régime en place, la répression des Brésilien-nes contre la coupe du Monde de football et l'organisation prochaine des Jeux-Olympiques qui accroît les inégalités sociales, la loi « baillon » en Espagne qui sert à em-

prisonner des militant-es syndicaux-ales. Ce sont des luttes aussi comme à Chicago, le 1er avril dernier où les professeurs étaient en grève pour dénoncer les coupes budgétaires dont les premières victimes seront les élèves les plus pauvres, ceux des communautés noires et hispaniques qui subissent discriminations et violences policières.

Vos droits, vos luttes, votre syndicat...

www.solidaires.org contact@solidaires.org,

144 boulevard de la Villette 75019 Paris, 01 58 39 30 20



Contre la loi travail et pour tous les droits

Les capitalistes s'acharnent avec toujours plus de vigueur pour arracher les droits conquis par la lutte et par la lutte seulement. Partout dans le monde, la privatisation des services publics (santé, éducation, transports...), l'accaparement des profits continuent, créant des inégalités sociales de plus en plus fortes. Avec la crise, les pertes sont socialisées, au plus grand profit privé des banques. Dans une telle situation, les gouvernements répondent par la violence aux mouvements sociaux. En témoignent les nombreux blessés du fait de la police lors des manifestations contre la loi travail en France. Et la répression des luttes : les salarié-es d'Air France licenciés pour avoir lutté contre des licenciements dans une entreprise qui affiche des bénéfices outrageants, tout comme les Conti ou les Goodyear...

Chaque pays européen a sa loi travail !

Les pressions continuent sur la Grèce pour accélérer les réformes « d'austérité » alors que le pays est en pleine banqueroute économique et sociale, et bientôt derrière elle l'Espagne et le Portugal. En Europe depuis la crise de 2008, les mêmes méthodes produisent les mêmes effets : de plus en plus de salarié-es sont sorti-es du périmètre d'application des conventions collectives. Le résultat, c'est moins de protection, des salaires en baisses, les chômeurs et chômeuses moins indemnisé-es et l'accroissement du nombre des travailleur-euses pauvres avec les conséquences sur la santé et le mal logement en particulier.

Solidaires participe à la construction d'un front de lutte international en particulier au sein du Réseau syndical international de Solidarité et de luttes.

**1er mai à Paris :
manifestation à 15h de
Bastille à Nation**

Appel des organisations CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL, FIDL

Les nombreuses initiatives, grèves, manifestations et rassemblements qui se sont multipliés depuis le 9 mars renforcent la détermination des organisations syndicales de salarié-e-s, de lycéen-ne-s et d'étudiant-e-s à obtenir le retrait du projet de loi travail et gagner de nouveaux droits pour les salarié-e-s. Le mouvement est majoritaire dans l'opinion. Le gouvernement doit enfin entendre ces revendications et cesser de répondre aux exigences du patronat.

Le rapport de force créé depuis le début du mois de mars a déjà obligé le gouvernement à quelques reculs par rapport au projet initial et à apporter des premières réponses aux organisations de jeunesse. Pour autant, le texte actuel, totalement inacceptable, est porteur de précarité et de reculs sociaux pour les travailleurs-euses et la jeunesse.

Gagner le retrait du projet de loi travail est possible. La grève et les manifestations du 28 avril, le 1er mai seront un moyen supplémentaire pour avancer vers cet objectif. La tenue d'assemblées générales dans les entreprises, les services, les lieux d'étude pour débattre de la grève, de son ancrage dans la durée, des modalités d'action doit permettre d'aller plus loin jusqu'au retrait de la loi et l'obtention de nouvelles garanties collectives porteuses de progrès social.

Des luttes et mobilisations se développent et se construisent dans de nombreux secteurs autour des questions de conditions de travail et d'études, de salaires et de précarité. Elles doivent être entendues.

Le 3 mai va s'ouvrir le débat parlementaire, qui se poursuivra pendant plusieurs semaines. Les organisations syndicales appellent à faire de cette journée un nouveau temps fort de mobilisation et d'initiatives. Ce 3 mai les organisations syndicales prendront la parole publiquement pour exiger des parlementaires réunis à l'Assemblée nationale le rejet du projet de loi et faire entendre leurs revendications.

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL, FIDL toujours plus déterminées appellent les étudiant-e-s, les lycéen-ne-s, les salarié-e-s, les personnes privées d'emploi, les retraité-e-s à unir leurs forces en participant massivement aux grèves et manifestations du 28 avril, et à renforcer les actions et mobilisations les 1er et 3 mai. D'autres suivront si le projet de loi n'est pas retiré.

le 26 avril 2016